

EXPRESSION
communication
d'entreprise

e-mail : contact@expression-bretagne.com

Madame Cécile Le Meur

1 rue Henri Provostic

29830 Ploudalmézeau

Landivisiau, le 9 février 2018

Madame,

Suivant courrier du 31 octobre 2017, vous avez démissionné de vos fonctions au sein de la SARL Expression, votre préavis prenant fin le 31 décembre 2017.

A l'occasion de vos fonctions salariées au sein de la SARL Expression, vous étiez notamment chargée du suivi du magazine Plants de Bretagne que nous réalisons deux fois par an pour notre client Bretagne Plants. Je vous faisais une totale confiance sur ce travail.

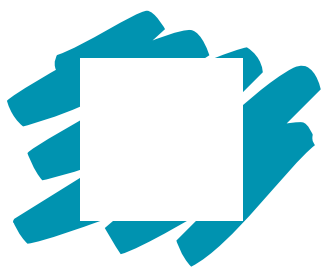
Vous avez participé le 28 septembre 2017 à une réunion de préparation du magazine Plants de Bretagne n°55 au siège de la société Bretagne Plants. Vous avez ensuite échangé des mails en octobre, novembre et décembre avec ce client à propos de ce dossier.

Vous m'avez dissimulé ce travail en cours, vous avez supprimé les mails reçus du client et les documents, textes et illustrations destinés au contenu du magazine.

Vous avez, toujours sur votre temps de travail à la SARL Expression, rencontré deux personnes les 21 et 22 décembre 2017 pour des interviews destinés au magazine Bretagne Plants. Vous ne m'avez pas transmis les textes de ces interviews.

Ces agissements constituent des manœuvres frauduleuses destinées à organiser le détournement de clients de la SARL Expression dans le but de faire réaliser les travaux demandés par ce client par votre société Popcorn Communication dont vous avez signé les statuts dès le 2 janvier 2018, mais qui était sans aucun doute en préparation dès que vous avez démissionné de vos fonctions de l'entreprise.

J'ai d'ailleurs appris que la société Popcorn Communication a livré à Bretagne Plants le magazine qu'elle a pu réaliser grâce aux documents que vous avez détournés et au travail que vous avez réalisé alors que vous étiez salariée de la société Expression.



EXPRESSION
communication
d'entreprise

e-mail : contact@expression-bretagne.com

Ces manœuvres constituent des actes de concurrence déloyale visant à désorganiser et/ou à parasiter l'activité commerciale de la société Expression. Elles sont constitutives d'une faute sanctionnée par les articles 1240 et s. du code civil.

Certaines de ces manœuvres sont en outre constitutives du délit d'abus de confiance.

Je vous mets donc en demeure :

- De cesser immédiatement toute collaboration avec la société Bretagne Plants et plus généralement tous actes de détournement de la clientèle de la SARL Expression ou de concurrence déloyale.
- De me restituer sans délai tous les documents, correspondances, mails, travaux réalisés par la société relatifs à ce client et plus généralement tous documents, correspondances, mails et travaux réalisés par la société Expression et que vous avez frauduleusement soustraits.
- De me justifier de la destruction de toutes les copies de ces documents ou fichiers informatiques qui seraient demeurés à votre disposition et de vous abstenir de les utiliser.

Je vous informe que j'envisage diverses actions judiciaires, notamment :

- au pénal par le dépôt d'une plainte pour abus de confiance ;
- devant la juridiction commerciale pour concurrence déloyale. A ce titre, je me permets de vous informer que je considère que vous avez personnellement pris part aux fautes que je reproche à Popcorn Communication et qu'au vu du capital social de votre société, je ne manquerai pas de demander la réparation des préjudices subis par la SARL Expression et ses associés sur votre patrimoine personnel.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

Le gérant, Pierre Réguer